

F. 97 — 2972

[C - 97/22884]

**5 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 3, alinéa 2, modifié par la loi du 13 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays, notamment l'article 9;

Vu l'avis du Conseil d'expertise vétérinaire, donné le 25 novembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence de prendre, sans délai, suite à la constatation récente d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine, des mesures en ce qui concerne les animaux abattus pour cause de nécessité, afin d'éviter que des viandes provenant d'animaux atteints d'encéphalopathie spongiforme bovine ne puissent être introduites dans la chaîne alimentaire humaine;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 9 de l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays, les mots « et pour les animaux abattus par nécessité » sont supprimés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
M. COLLA

N. 97 — 2972

[C - 97/22884]

**5 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 3, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981;

Gelet het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het advies van de Raad voor veterinaire keuring, gegeven op 25 november 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om, ingevolge de recente vaststelling van een geval van boviene spongiforme encephalopathie, zonder uitstel maatregelen te nemen met betrekking tot de in nood geslachte dieren, ten einde te vermijden dat vlees van dieren met boviene spongiforme encephalopathie in de menselijke voeding zou kunnen worden gebracht;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 9 van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren, worden de woorden « en voor in nood geslachte dieren » geschrapt.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
M. COLLA

F. 97 — 2973

[97/22918]

**8 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour l'année 1997**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 35, 2°;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, donné le 3 octobre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juillet 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

N. 97 — 2973

[97/22918]

**8 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor het jaar 1997**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 35, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gegeven op 3 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juli 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans tarder le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans la couverture des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale en 1997, pour assurer à ce dernier organisme les ressources nécessaires à son fonctionnement et pour permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'établir en conséquence leurs prévisions budgétaires et de trésorerie;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre de la Fonction publique.

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale, visé à l'article 35, 2<sup>o</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, est, à titre provisionnel, fixé à 430 300 000 FB pour l'année 1997.

Ce montant sera augmenté ou diminué, en fonction du montant des dépenses réelles de la Banque-carrefour et du montant des autres ressources visées par ledit article 35 afférents aux périodes considérées, dont il devra finalement représenter la différence, selon les modalités fixées à l'article 4.

**Art. 2.** Le montant visé à l'article 1<sup>er</sup> de la participation globale des institutions publiques de sécurité sociale, visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a, de la loi du 15 janvier 1990 précitée, est payé selon la répartition suivante par les institutions visées ci-après, dont le budget des frais d'administration doit être augmenté à due concurrence :

1<sup>o</sup> l'Office national de sécurité sociale : 331 320 990 FB;

2<sup>o</sup> l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants : 43 028 700 FB;

3<sup>o</sup> l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales : 51 634 440 FB;

4<sup>o</sup> l'Office de sécurité sociale d'outre-mer : 4 302 870 FB.

Les montants dus en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont versés par les institutions concernées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale, par quarts trimestriels provisionnels.

Ces versements sont effectués au plus tard le 15 janvier, le 15 avril, le 15 juillet et le 15 octobre 1997.

Toutefois, la Banque-carrefour de la sécurité sociales peut, moyennant préavis d'un mois, demander à une ou à plusieurs des institutions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) d'effectuer un versement anticipé d'un ou de plusieurs de ces quarts provisionnels, pour couvrir des dépenses particulières;

b) de ne pas effectuer le versement d'un quart provisionnel ou de n'en effectuer qu'un versement partiel, dont elle détermine le montant.

**Art. 3.** Dans la mesure où le montant visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> devient au cours de l'année budgétaire, inférieur au montant des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, compte tenu des autres ressources éventuelles, la participation de l'Office national de sécurité sociale est augmentée provisoirement à due concurrence, par décision de son comité de gestion, sur proposition du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

**Art. 4.** La présentation des comptes annuels de la Banque-carrefour de la sécurité sociale à son comité de gestion doit s'accompagner d'un décompte de régularisation des montants visés aux articles 1<sup>er</sup> à 3, qui doit être approuvé par ce comité de gestion.

Les différences ainsi constatées sont régularisées sur base des pourcentages respectifs que représentent les montants visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par rapport au montant visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Le solde négatif à charge d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour, le versement de régularisation est effectué au profit de cette dernière au plus tard dans les trente jours à dater de cette communication.

Le solde positif au profit d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour, ce solde est alors déduit du plus prochain paiement à effectuer par cette institution en vertu de l'article 2 ou lui est, à sa demande, remboursé, totalement ou partiellement, par la Banque-carrefour.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de dekking van de uitgaven in 1997 van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid onverwijld moet vastgelegd worden, zodat laatstgenoemde instelling over de nodige geldmiddelen voor haar werking kan beschikken en zodat de openbare instellingen van sociale zekerheid hun begrotings- en thesaurierievoorzichten dienovereenkomstig kunnen opmaken;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Ambtenarenzaken.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 35, 2<sup>o</sup>, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale Zekerheid wordt provisioneel vastgelegd op 430 300 000 frank voor het jaar 1997.

Dit bedrag zal vermeerderd of verminderd worden in functie van het bedrag van de reële uitgaven van de Kruispuntbank en het bedrag van de overige inkomsten bedoeld in het hogervermeld artikel 35 m.b.f. de beschouwde periodes, waarvan het uiteindelijk het verschil zal dienen uit te maken, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 4.

**Art. 2.** Het in artikel 1 bedoeld bedrag van de globale bijdrage van de in artikel 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, a, van voormelde wet van 15 januari 1990 bedoelde openbare instellingen van sociale zekerheid wordt volgens de volgende verdeling uitbetaald door de hierna vermelde instellingen, waarvan de begroting voor administratiekosten dienovereenkomstig moet verhoogd worden.

1<sup>o</sup> de Rijksdienst voor sociale zekerheid : 331 320 990 frank;

2<sup>o</sup> het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen : 43 028 700 frank;

3<sup>o</sup> de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : 51 634 440 frank;

4<sup>o</sup> de Dienst voor overzeese sociale zekerheid : 4 302 870 frank.

De krachtens het eerste lid verschuldigde bedragen worden door de betrokken instellingen aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid per provisionele trimestriële vierden gestort.

Deze stortingen moeten uiterlijk 15 januari, 15 april, 15 juli en 15 oktober 1997 verricht worden.

De Kruispuntbank van de sociale zekerheid kan echter, mits een voorafgaande kennisgeving van één maand, aan één of meerdere van de in het eerste lid bedoelde instellingen vragen om :

a) een vervroegde storting te verrichten van één of meerdere van deze provisionele vierden, teneinde bijzondere uitgaven te dekken;

b) de storting van een provisionele vierde niet te verrichten of alleen een gedeeltelijke storting ervan te verrichten, waarvan zij het bedrag bepaalt.

**Art. 3.** In de mate dat het in artikel 1, eerste lid bedoelde bedrag tijdens het begrotingsjaar kleiner wordt dan het bedrag van de uitgaven van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, rekening gehouden met de andere mogelijke inkomsten, wordt de bijdrage van de Rijksdienst voor sociale zekerheid voorlopig dienovereenkomstig verhoogd, bij beslissing van zijn beheerscomité, op voorstel van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

**Art. 4.** De overlegging van de jaarlijkse rekeningen van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid aan haar beheerscomité moet gepaard gaan met een regulariseringsafrekening van de in de artikelen 1 tot 3 bedoelde bedragen, die door dit beheerscomité moet goedgekeurd worden.

De aldus vastgestelde verschillen worden geregulariseerd op basis van de onderlinge percentages die de in artikel 2, eerste lid, bedoelde bedragen vertegenwoordigen t.o.v. het in artikel 1, eerste lid bedoeld bedrag.

Het negatieve saldo ten laste van een in artikel 2, eerste lid bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; de regularisatie wordt ten bate van laatstgenoemde gestort binnen de dertig dagen te rekenen vanaf deze mededeling.

Het positieve saldo ten gunste van een in artikel 2, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; dit saldo wordt dan afgetrokken van de eerstkomende betaling door deze instelling te verrichten krachtens artikel 2 of wordt haar, op haar aanvraag, geheel of gedeeltelijk terugbetaald door de Kruispuntbank.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Art. 6.** Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre de la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

**Art. 6.** Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
H. VAN ROMPUY

De Minister van Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

F. 97 — 2974

[S - C - 97/22907]

**8 DECEMBRE 1997.** — Arrêté royal fixant la base de calcul des interventions de l'assurance pour certaines prestations de santé des médecins

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 50, § 11, alinéa 3;

Vu l'accord intervenu le 3 novembre 1997 au sein de la Commission nationale médico-mutualiste;

Vu l'avis émis par le Comité de l'assurance soins de santé en date du 17 novembre 1997;

Vu l'avis émis par le Conseil général de l'assurance soins de santé en date du 24 novembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'intérêt des organismes assureurs et des bénéficiaires, il importe que les dispositions du présent arrêté qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998 soient prises et publiées au plus tôt pour que respectivement ils en soient informés et puissent en bénéficier dans les meilleurs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La base de calcul des interventions de l'assurance dues en vertu de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 est fixée à :

— 570 francs pour les prestations reprises à l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé sous les numéros de code 101032, 101054 et 102012;

— 600 francs pour les prestations reprises à l'annexe susvisée sous les numéros de code 101076 et 102535;

— 720 francs pour les prestations reprises à l'annexe susvisée sous les numéros de code 103132 et 103515.

N. 97 — 2974

[S - C - 97/22907]

**8 DECEMBER 1997.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de grondslag voor de berekening van de verzekeringstegemoetkomingen voor sommige geneeskundige verstrekkingen van de geneesheren

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 50, § 11, derde lid;

Gelet op het akkoord, op 3 november 1997 tot stand gekomen in de Nationale commissie geneesheren-ziekenfondsen;

Gelet op het advies, uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging op 17 november 1997;

Gelet op het advies, uitgebracht door de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging op 24 november 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, in het belang van de verzekeringsinstellingen en van de rechthebbenden, de bepalingen van dit besluit, dat op 1 januari 1998 in werking moet treden, zo spoedig mogelijk moeten worden genomen en bekendgemaakt opdat ze respectievelijk kennis ervan hebben en ze zo vlug mogelijk kunnen genieten;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De grondslag voor de berekening van de verzekeringstegemoetkomingen die verschuldigd zijn krachtens artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, is vastgesteld op :

— 570 frank voor de verstrekkingen die in de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen zijn vermeld onder de codenummers 101032, 101054 en 102012;

— 600 frank voor de verstrekkingen die in de voornoemde bijlage zijn vermeld onder de codenummers 101076 en 102535;

— 720 frank voor de verstrekkingen die in de voornoemde bijlage zijn vermeld onder de codenummers 103132 en 103515.